



# PRIORITE A L'EDUCATION : GREVE UNITAIRE LE 17 OCTOBRE

5 fédérations syndicales enseignantes appellent les personnels de l'éducation nationale à une grève nationale le 17 octobre.

93

**Nous avons toutes les raisons d'arrêter le travail.**

Le budget 2003 est un budget de régression sociale qui fait passer l'éducation au second plan. La priorité est désormais aux ministères de l'intérieur, de la justice et de la défense.

Les créations de postes dans le 1<sup>er</sup> degré ne permettront pas de faire face à l'afflux de nouveaux élèves (1000 postes pour 40000 élèves en plus). Dans le second degré, c'est la catastrophe annoncée. Les suppressions de postes de MI-SE (-5600), d'aides-éducateurs (-10000), l'annulation du plan de recrutement dans le second degré (-5000) mettront tous les établissements en difficulté. Dans ces conditions, malheureusement, l'emploi précaire a encore de l'avenir.

**La seule nouveauté c'est la systématisation du recours au judiciaire dans les conflits internes à l'école** avec la loi Perben qui introduit une peine de prison pour "outrage à enseignants" et l'application de pénalités financières pour les familles (pour outrage, punir l'absentéisme). Sous couvert de vouloir restaurer l'autorité, Mrs Ferry et Darcos stigmatisent et excluent des jeunes et leurs familles. Ce n'est pas en envoyant les élèves en prison que l'on règlera les problèmes.

Le statut de MI-SE qui permet à des étudiants de financer leurs études est directement visé par le gouvernement qui, sous couvert de décentralisation, veut recruter des étudiants sans les droits conférés par le statut de MI-SE, ainsi que des jeunes retraités et des mères de famille comme assistants d'éducation.

Les régions sont directement sollicitées pour prendre en charge la gestion de personnels du système éducatif. À qui le tour après les assistants d'éducation ? Aux CPE ? Aux ATOSS ?

Il faut arrêter cette mécanique infernale qui attaque l'éducation nationale comme les services publics.

**Ce n'est pas cette politique que nous voulons.**

Nos revendications sont claires. Elles partent des besoins des jeunes, des personnels, des établissements.

- **Pas de suppressions de postes de MI-SE et d'aides-éducateurs.**

- **Des créations de postes pour pouvoir baisser les effectifs dans les classes, diminuer la durée du travail, faire la concertation sur le temps de travail.**

- **Titulariser les précaires sans condition de concours ni de nationalité.**

Pour cela, il nous faut un autre budget que celui qui se prépare. Et c'est tous ensemble que nous devons lutter, créer un rapport de force.

**Le 17 octobre doit être une grève massive et appellera une suite si le gouvernement ne bouge pas.**

Mais c'est la fonction publique aussi qui doit réagir car le budget 2003 prévoit une diminution du nombre de fonctionnaires.

Le 3 octobre, massivement les salariés d'EDF-GDF, d'Air France ont fait grève et manifesté pour la défense de leur statut, de leur retraite, pour la défense du service public.

Il faut travailler à la jonction des luttes de tous ces secteurs car nos revendications sont communes.

**LE 17 OCTOBRE, TOUS ET TOUTES EN GREVE  
MANIFESTATION**

**RENDEZ-VOUS : 14H, Luxembourg**

A l'appel de : FERC-CGT, FSU, UNSA-EDUCATION, SGEN-CFDT, FAEN, FCPE, UNEF.